

## Thème n°17 sur 17

## La responsabilité pour dommages de travaux publics

\*

► **Question** : Je vous propose un échange sur la responsabilité pour dommages de travaux publics.

► **Réponse** : Avec plaisir.

► **Question** : Voici ma première question. Qu'entend-on par « **dommages de travaux publics** ».

► **Réponse** : L'expression *dommages de travaux publics* sert à désigner **deux sortes de dommages**.

*Premièrement*, les dommages causés par de « vrais » travaux publics.

*Deuxièmement*, les dommages causés par le fonctionnement ou l'état d'un ouvrage public (route, bâtiment, trottoir, etc.).

\*

► **Question** : Qu'est-ce qu'un **ouvrage public** ?

► **Réponse** : **Définition de l'ouvrage public** :

Un ouvrage public est un bien immeuble qui résulte d'un aménagement et qui est affecté à l'utilité publique, c'est-à-dire à l'usage direct du public ou aux besoins d'un service public.

☐ CE, Ass., Avis, 29 avril 2010, **M. et Mme Beligaud** c/ Électricité de France

**Exemples d'ouvrages publics** : les chaussées, les trottoirs, les ponts, les parcs publics, les amphithéâtres d'université, les bâtiments publics, etc.

\*

► **Question** : Qui peut être la **victime** d'un dommage de travaux publics ?

► **Réponse** : **Trois catégories de personnes** peuvent subir un dommage de travaux publics.

Premièrement, **l'utilisateur** d'un ouvrage public.

Deuxièmement, **le participant** à des travaux publics ayant pour objet la construction d'un ouvrage public.

Troisièmement enfin, **un tiers** par rapport à un ouvrage public ou à des travaux publics.

**Retenez bien :** Usager. Participant. Et tiers.

\*

► **Question :** Je crois que nous vous serions tous reconnaissants de préciser le sens de ces trois notions.

Tout d'abord, que faut-il entendre par l'expression suivante : **usager d'un ouvrage public** ?

► **Réponse : Définition :**

« **Usager d'un ouvrage public** » se dit de toute personne qui utilise un ouvrage public ou qui en tire parti d'une manière ou d'une autre.

Par exemple, est l'usager d'un ouvrage public, une personne qui marche sur un trottoir, qui se promène dans un parc public ou qui suit un cours dans un amphithéâtre.

\*

► **Question :** Que faut-il entendre par le terme suivant : **participant** ?

► **Réponse : Définition :**

« **Participant** » se dit de toute personne qui prend part soit à la construction, à l'entretien ou au fonctionnement de l'ouvrage public, soit, plus généralement, à l'exécution de travaux publics.

Exemple de participants : les ouvriers qui construisent un pont ou un amphithéâtre.

\*

► **Question :** Que faut-il entendre par le terme suivant : **tiers** ?

► **Réponse : Définition :**

« **Tiers** » à un ouvrage public se dit de toute personne qui n'utilise pas l'ouvrage public, de quelque manière que ce soit, et qui ne prend part ni à sa construction, ni à son entretien ou à son fonctionnement.

Exemple de tiers à un ouvrage public : une personne qui passe devant un bureau de poste, qui n'y pénètre pas, est un tiers par rapport à l'ouvrage public qu'est ce bureau de poste.

\*

► **Question :** En cas de dommage de travaux publics, **quel système de responsabilité** sera retenu ?

► **Réponse :** En cas de dommage, de travaux publics, le système de responsabilité qui sera retenu **dépend du « statut » de la victime.**

**Usager. Participant.** Ou **tiers.**

Je vais présenter successivement le système de responsabilité retenu dans chacun de ces trois cas de figure.

① **Premier cas de figure :** La victime du dommage de travaux publics est un **USAGER** de l'ouvrage public.

Le système de responsabilité retenu est la **responsabilité pour faute présumée.** Le juge présume (présomption simple) que le dommage subi par l'usager résulte d'une faute de l'administration.

Attention. Cette faute a un nom.

On appelle cette faute le « **défaut d'entretien normal** » de l'ouvrage public.

\*

**Le juge renverse la charge de la preuve de la faute.**

Ce n'est pas à la victime de prouver que l'administration a commis une faute.

Au contraire, il appartient à l'administration de prouver qu'elle n'a pas commis de faute, qu'elle a entretenu « normalement » l'ouvrage public.

\*

Qu'est-ce que le **défaut d'entretien normal d'un ouvrage public** ?

Ou mieux, qu'est-ce que l'**entretien normal d'un ouvrage public** ?

Un ouvrage public est réputé être en état d'entretien normal dans l'une ou l'autre des deux situations suivantes.

**Première situation d'entretien normal d'un ouvrage public :** L'ouvrage public est dans un état tel qu'il ne présente pas un risque « anormal » pour les personnes qui l'utilisent conformément à sa destination normale.

**Deuxième situation d'entretien normal d'un ouvrage public :** Le risque anormal auquel l'état de l'ouvrage public expose les usagers « normaux » a fait l'objet d'une « signalisation » adéquate, mettant en garde les usagers.

\*

❖ Quelles sont les **causes exonératoires invocables** par l'administration ?

Dans ce cas de responsabilité pour faute présumée, l'administration peut, en principe, invoquer la **force majeure**, la **faute de la victime** et le **cas fortuit**, pour exclure ou atténuer sa responsabilité.

Mais elle ne peut pas, en principe, se prévaloir du fait d'un tiers.

Ainsi donc, comme nous venons de l'exposer, lorsqu'un usager d'un ouvrage public subit un dommage de travaux publics, le système de responsabilité retenu est la responsabilité pour faute présumée. Et on appelle cette faute « le défaut d'entretien normal » de l'ouvrage public.

**Tel est le principe.**

**Par exception**, il est un cas où l'on retient la **responsabilité sans faute** lorsqu'un usager d'un ouvrage public subit un dommage de travaux publics.

C'est le cas où l'ouvrage public est « **exceptionnellement dangereux** » ou (synonyme) « **particulièrement dangereux** ».

Dans ce cas de responsabilité sans faute, l'administration ne peut bien sûr invoquer, comme **causes exonératoires**, que la **force majeure** et la **faute de la victime**.

\*

② **Deuxième cas de figure** : La victime du dommage de travaux publics est un **PARTICIPANT** aux travaux.

Le système de responsabilité retenu est la **responsabilité pour faute simple devant être prouvée par la victime**.

❖ Quelles sont les **causes exonératoires invocables** par l'administration ?

Dans ce cas de responsabilité pour faute simple devant être prouvée par la victime, l'administration peut invoquer toutes les **quatre causes exonératoires**. À savoir, la **force majeure**, la **faute de la victime**, le **cas fortuit** et le **fait d'un tiers**.

\*

③ **Troisième et dernier cas de figure** : La victime du dommage de travaux publics est un **TIERS** à l'ouvrage public.

Le système de responsabilité retenu est la **responsabilité sans faute**.

❖ Quelles sont les **causes exonératoires invocables** par l'administration ?

Dans ce cas de responsabilité (sans faute), l'administration ne peut invoquer que deux causes exonératoires. À savoir, la **force majeure** et la **faute de la victime**.

\*

► S'agissant du thème « La responsabilité pour dommages de travaux publics », voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de l'examen.

\*\*\*/\*\*

*A. Coulibaly*

► Version :

*mardi 25 février 2025*